

Démolir le stade?

GENÈVE • Les militants anti-stade aimeraient finir une bonne fois pour toute.

Le Comité de citoyens contre tout nouveau crédit pour le stade de la Praille a pris mercredi soir deux décisions importantes.

Le comité a confirmé qu'il lancera bien un référendum contre le projet d'accroître une subvention à la Fondation du stade de Genève. Le Grand Conseil doit effet se prononcer sur une proposition de la majorité de droite de la Commission des finances d'accorder 700'000 francs à la Fondation exsangue. Les députés socialistes et écologistes se réjouiraient, eux, d'un demi-million. Nous lancerons le référendum quel que soit le montant, y compris pour un franc symbolique», explique Pascal Holenweg. Le militant socialiste est étonné: «Vu l'impopularité du stade, nous avons toutes les chances de récolter les signatures et de gagner dans les semaines.» En 2005, le comité anti-stade avait opposé avec succès à un crédit de 2,5 millions de francs à la Ville de Genève de 2,5 millions de francs. Plus de 72% des électeurs avaient refusé de renflouer les caisses de la Fondation.

JÉRÔME BÉGUIN

Mais empêcher celle-ci d'obtenir des crédits et des subventions ne règle pas le problème de fond. «Nous avons étudié diverses solutions, comme de céder le stade à Kadhafi en échange des otages», poursuit Pascal Holenweg.

«Plus sérieusement, nous sommes arrivés à la conclusion que la démolition serait une solution.» Le comité va étudier la possibilité d'une initiative populaire, qui pourrait être lancée parallèlement au référendum. «Nous aimerions construire sur le terrain dégagé des logements sociaux ainsi qu'un parc ou un espace dédié à la culture alternative.» Un projet pas vraiment farfelu puisque *Le Matin* s'est récemment fait l'écho des voix de plus en plus nombreuses, et de tous les milieux, qui adhèrent à l'idée.

Et où jouerait le Servette? «Au vu le nombre de spectateurs, le club pourrait utiliser Frontenex», assure Pascal Holenweg.

Voilà qui promet une belle empoignée politique en perspective!

Un Genevois arrêté en Turquie

Murad Akincilar, un syndicaliste genevois d'origine turque, a été arrêté à Istanbul le 30 septembre par des policiers en civil.

Secrétaire syndical d'Unia, Murad Akincilar s'était rendu cet été en Turquie pour visiter sa mère, puis avait demandé au syndicat un congé supplémentaire pour préparer le Forum social européen de novembre dans ce pays.

Unia a réagi à l'arrestation en formant un comité de soutien. Un rassemblement devait se tenir ce vendredi devant le Palais des Nations à Genève. «Sans pression internationale sur le gouvernement turc, Murad risque de croupir des années en prison», déclare Jamshid Pouranpir, son collègue du syndicat.

Accusé d'appartenir à l'organisation «Commandement révolutionnaire»

Murad Akincilar serait poursuivi pour militer dans l'organisation d'extrême gauche «Commandement révolutionnaire». Pour les autorités turques, il ne s'agirait rien que moins que la participation à une entreprise terroriste. «A notre connaissance, Murad ne milite pas dans cette organisation», explique Jamshid Pouranpir. Pour l'animateur du comité de soutien, c'est sa participation à la revue *Transformation démocratique* qui serait la cause de son arrestation. «Murad y écrit des articles sur les droits syndicaux, la politique gouvernementale, l'impérialisme au Proche-Orient ou encore la culture.» Il est, de plus, le principal soutien financier du journal, qui a dénoncé un «complot». «Le fait de



Le secrétaire syndical d'Unia-Genève Murad Akincilar. (photo Unia)

vouloir l'impliquer à des événements sensationnels n'a qu'un but: réduire au silence notre revue», a communiqué la rédaction. Dans un autre communiqué de presse, la Plateforme de solidarité avec les journalistes détenus (TGDJ) a recensé 8 directeurs de publication et 33 journalistes d'opposition actuellement détenus dans les geôles turques. Universitaire, Murad Akincilar s'était réfugié en Suisse en 2001 pour échapper à la répression. Il est connu pour défendre une ligne syndicale sans concession.

JBN

C'est pas les frontaliers qu'il faut virer, c'est les patrons!